

l'on fait des gains, et où parfois l'on perd. Pour entretenir le Parlement d'un pays, il en coûte 29.9c. par année par citoyen canadien. C'est ce qu'il en coûte pour entretenir la démocratie, et l'on s'oppose encore à cela, chez nous, monsieur le président. Il y a quatre journalistes actuellement dans les tribunes. A force de crier, nous les inciterons à nous écouter.

Monsieur le président, par comparaison aux coûts précédents, soit avant la présentation du bill C-44, cela représente une augmentation de 6c. per capita par année. Voilà le scandale épouvantable, la honte de payer nos hommes publics canadiens, alors que l'on paie \$20 pour aller voir des gars payés \$120,000 par année pour jouer au hockey, et l'on trouve cela normal. Monsieur le président, notre échelle des valeurs est à l'envers. Des députés néo-démocrates assistent à des joutes de hockey, de football ou de baseball et trouvent cela normal. J'imagine que ces gens-là si vraiment ils croient en la démocratie, si jamais ils croient au Parlement, ils vont croire qu'une augmentation de 6c. par année, par tête, pour les Canadiens, c'est justifié.

Monsieur le président, je voudrais signaler un autre point. Et voilà, monsieur le président, on est passé à trois journalistes.

Monsieur le président, je me fais actuellement interrompre par des députés libéraux et néo-démocrates qui n'auraient probablement pas le courage de se lever, alors s'ils voulaient se taire et me laisser parler, cela irait bien.

Monsieur le président, les journalistes ne sont plus maintenant que trois, leurs effectifs faiblissent.

Monsieur le président, ce que je peux dire c'est que ce n'est certainement pas moi qui les ai payés pour revenir.

Une voix: Ils sont payés \$50,000 ou \$60,000 par année.

M. Fortin: Si je parlais anglais, serais-je mieux compris?

Une voix: Ils ne comprendraient pas plus.

M. Fortin: Bon, alors, écoutez et taisez-vous.

Monsieur le président, ce que je fais là, c'est très sérieux. Quand j'ai eu la possibilité d'avoir un bureau de circonscription à \$6,000 par année, plus \$2,400 pour les dépenses de bureau, j'ai immédiatement organisé un bureau de circonscription. J'ai coupé le salaire de la secrétaire pour me permettre d'en avoir deux, pour donner un meilleur service dans un territoire de 125 milles de long sur 80 milles de large, pour servir 57 paroisses et 85,000 électeurs.

Monsieur le président, à une émission de Radio-Canada l'autre soir, j'apprenais que les députés se voteront tant de salaire, plus tant de dépenses, plus \$8,400. Cela donnait l'impression au public canadien que les députés vont mettre \$8,400 dans leurs poches.

Voyez-vous, monsieur le président, à quel point, lorsque quelqu'un veut avoir un esprit faussé, cela peut être grave? Voilà pourquoi je dis que j'ai beaucoup d'amis parmi les journalistes, mais c'est parmi ceux de chez nous. Voilà pourquoi, monsieur le président, je dis que ce débat ne devrait pas faire l'objet d'esprit partisan. Ce débat devrait permettre à chaque député d'exprimer sa conception du rôle du député, et par comparaison, de voir si les propositions de salaire sont suffisantes, bonnes ou pas bonnes, et voter en fonction de cette conclusion, et non pas

Traitements des députés

en fonction du fait que cela vient des rouges, ou des bleus, ou des membres du NPD, ou des créditistes.

Monsieur le président, moi je ne crois pas au Sénat, à l'autre Chambre, pour être poli. Je crois que c'est une nullité. Je crois que c'est un gaspillage d'argent. Je crois que cela ne représente rien, sauf pour organiser les campagnes des vieux partis politiques. Je crois que c'est une récompense politique à laquelle je n'aurai jamais droit, parce que je n'y tiens pas de toute façon. Monsieur le président, l'autre Chambre—ce ne sont pas des paroles irrévérencieuses, ce qui est vrai n'est jamais irrévérencieux, monsieur le président—l'autre Chambre est inutile. Elle «tombe sur les nerfs» des Canadiens en général qui sont bien pensants.

Mais alors faisons la part des choses: donnons quelque chose à ceux qui représentent quelque chose, et enlevons ce qu'ils ont à ceux qui ne représentent rien. Retournons-les avec la pension de sécurité de la vieillesse, on a pensé à eux, ils ont tout ce qu'il faut, qu'ils nous «foutent» la paix. Monsieur le président, la population canadienne apprécierait ce geste.

C'est quoi le Sénat? C'est une récompense politique. Arrêtons de nous le cacher. Peut-être que le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) envisage d'y aller. C'est pour cela qu'il ne parle pas contre le Sénat, mais contre les députés. Cela, je ne le sais pas. Mais monsieur le président...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Jamais.

M. Fortin: Il est réveillé le député de Winnipeg-Nord-Centre.

Une voix: Il n'a jamais dormi.

M. Fortin: Mais, monsieur le président, ils sont cinq en haut. C'est un point important que l'abolition du Sénat. C'est une honte. C'est un peu comme la Chambre des lords à Londres, d'où je viens. Je n'ai pas pu les voir, ils ne siégeaient pas, comme ici.

Une voix: Ils fumaient le cigare.

M. Fortin: Tu te promènes après cela, tu regardes cela et tu te demandes si c'est un coup de vent qui passe.

Ils ne représentent absolument rien. Ils n'ont pas de compte à rendre à personne. Ils ont le même salaire que les députés. Voilà un point sur lequel mes collègues et moi nous ne sommes pas d'accord au sujet du bill C-44. Qu'on modernise nos institutions canadiennes si l'on veut que la population canadienne y croie. Voilà un point.

Le deuxième, monsieur le président, c'est qu'on accorde \$10,600 pour les dépenses des députés. Oublions nos partis. Qu'on veuille écouter ce que je vais dire. Plusieurs collègues qui sont ici—je ne les juge pas, mais je voudrais qu'ils me comprennent—ne dépensent pas le quart de ces \$10,600, ou bien parce qu'ils ne vont pas dans leur circonscription ou bien parce qu'ils n'écourent pas, parce qu'ils ne donnent pas le service demandé par la population dans leur circonscription, ou bien parce qu'ils n'ont pas de résidence dans leur circonscription, ou encore parce qu'ils voyagent par avion avec des passes d'Air Canada, comme le chef du NPD, c'est-à-dire celui qui voudrait bien être chef, mais qui n'est pas sûr s'il le sera.